

LIBYE

L'ONU prête à aider les nouvelles autorités à préparer des élections

Les Nations unies sont prêtes à assister les autorités de transition en Libye dans la préparation des élections, a annoncé hier Ian Martin, conseiller spécial du secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon, en visite à Tripoli, rapporte l'AFP. «Le Conseil national de transition (CNT) a placé l'aide dans la procédure électorale très haut sur la liste des tâches pour lesquelles il souhaite une assistance des Nations unies, et nous avons fait pas mal de travail préparatoire», a déclaré Ian Martin. Ce conseiller du chef de l'ONU est arrivé samedi à Tripoli avec mission de s'enquérir des besoins du CNT afin de l'aider à rétablir la stabilité et la sécurité dans les prochains mois en Libye. Il est cependant encore «trop tôt pour donner des détails» sur la manière dont va se dérouler la transition en ce qui concerne le système électoral, la mise en place d'une commission électorale et d'autres détails techniques, a précisé le même responsable. «Les Nations unies sont prêtes à intervenir très rapidement pour apporter leur expertise en matière électorale afin d'aider les autorités à suivre le calendrier (électoral) qu'ils ont fixé», a-t-il ajouté. Le CNT a annoncé qu'il compte diriger le pays jusqu'à l'élection, dans huit mois, d'une Assemblée constituante d'environ 200 membres, avant des élections générales un an plus tard.

Mais le délai de 8 mois ne débutera que lorsque les nouvelles autorités, qui disent contrôler actuellement 90% du territoire libyen, auront déclaré la libération totale du pays, a expliqué Ian Martin. Par ailleurs, les forces pro-CNT attendent une décision

des nouvelles autorités pour entrer ou pas à Bani Walid après l'expiration d'un ultimatum et l'échec de négociations ce week-end, inquiètes que des civils soient utilisés comme «boucliers humains» par les pro-El Gueddafi.

À QUAND L'ENTRÉE À BANI WALID

«Nous attendons toujours la décision du CNT. Ils ne veulent plus de sang», a déclaré à la presse Abdulrazzak Naduri, commandant opérationnel sur ce front, interrogé au poste de Chichan, situé à 70 km au nord de Bani Walid, une oasis en plein désert, à environ 180 km au sud-est de Tripoli. Les fidèles de Mouammar El Gueddafi «ne sont pas nombreux, ils sont vraiment faibles. (...) Mais certains se cachent chez des familles qu'ils utilisent comme boucliers humains. Nous avons peur pour les familles qui vivent à l'intérieur, pas des tireurs embusqués», a ajouté cet ancien colonel. Selon le négociateur en chef du CNT pour la reddition

de la ville, Abdallah Kenchil, les civils sont ainsi retenus «dans le centre-ville, dans des bâtiments administratifs et dans cinq ou six villages». «Les soldats d'El Gueddafi ont aussi fermé les portes de la ville et ne laissent plus passer les familles. Cela nous inquiète, on ne veut pas tuer de civils dans un assaut», a-t-il déclaré à l'AFP. Mais «il faut entrer dans le centre avec les armes, nous ne devrions pas leur donner plus de temps. Je pense que nous entrerons dès que nous en aurons la permission», a-t-il poursuivi. «Nos forces sont prêtes, nous laissons la décision aux nouvelles autorités.» Selon le commandant du poste de Chichan, Mohamed Al Fassi, «les rebelles ont fait hier soir une avancée jusqu'à 7 km de la ville» et «il y a eu un accrochage». Hier matin, une dizaine de véhicules, dont cinq pick-up munis de mitrailleuses lourdes, sont partis vers la ligne de front avec une quarantaine d'hommes venus de Tripoli et de Gharyane (sud de la capitale). L'ultimatum que les responsables locaux ont donné

pour la reddition des fidèles d'El Gueddafi, retranchés à Bani Walid, a expiré dimanche matin, même si le président du CNT, Moustapha Abdeljalil, a répété samedi que les pro-El Gueddafi ont jusqu'au 10 septembre pour déposer les armes, y compris à Bani Walid. Dimanche soir, ils ont annoncé l'échec et la fin des négociations avec les hommes d'El Gueddafi à Bani Walid, menées par l'intermédiaire des chefs de tribu. «L'ultimatum n'a pas été repoussé, les négociations sont terminées avec la brigade pro-El Gueddafi, mais pas avec la population qui, techniquement, a rejoint la révolution. Les discussions continuent avec les chefs de tribu. Nous avons besoin de leur aide pour convaincre les hommes fidèles à El Gueddafi» de se rendre, a expliqué le même responsable. Selon les responsables locaux, il resterait actuellement un noyau évalué, selon les sources, entre 60 et 80 soldats pro-El Gueddafi de grade inférieur dans la ville. Ces responsables ont expliqué que la majorité des hommes fidèles à l'ancien régime ont fui avec Seif El Islam qui, selon le commandant Naduri, s'est échappé il y a quelques jours de la ville, en prenant la direction de Sebha, autre fief de l'ancien régime dans le sud du pays. Les responsables locaux ont également évoqué la présence, ces derniers jours, à Bani Walid, de deux autres fils de Mouammar El Gueddafi, Saadi et Moutassim, sans pouvoir dire s'ils y étaient encore hier. En revanche, ils ont affirmé que Moussa Ibrahim, porte-parole du gouvernement de l'ancien régime, se trouvait toujours dans l'oasis. «Nous savons où il est», a dit Abdallah Kenchil. R. I.

LE CHEF DES BRIGADES SÉCURITAIRES D'EL GUEDDAFI AU NIGER

Une dizaine de personnes proches de Mouammar El Gueddafi, dont Mansour Daw, chef des brigades sécuritaires, sont rentrées dimanche à Agadez, au nord du Niger, venant de Libye, a indiqué hier l'AFP, citant une source touareg. Les autres personnes, dont l'identité n'a pas été révélée, sont arrivées sur le territoire

nigérien en compagnie d'Agaly Alambo, figure de la révolte touareg, et ont rejoint hier Niamey, la capitale du pays, selon la même source. «Dans tous les cas, ces personnes qui sont venues avec Agaly ne sont ni des fils ni de très proches de la famille El Gueddafi», a-t-elle souligné.

POINT DE VUE

«Au sein du CNT, il y a des démocrates, mais aussi des islamistes et des régionalistes

Par Samir Amin

La Libye n'est ni la Tunisie ni l'Égypte. Le bloc au pouvoir (El Gueddafi) et les forces qui se battent contre lui n'ont rien d'analogues avec ce qu'ils sont en Tunisie et en Égypte. El Gueddafi n'a jamais été qu'un polichinelle dont le vide de la pensée trouve son reflet dans son fameux «Livre vert». Opérant dans une société encore archaïque, El Gueddafi pouvait se permettre de tenir des discours réussis – sans grande portée réelle – «nationalistes et socialistes» puis se rallier le lendemain au «libéralisme».

Il l'a fait «pour faire plaisir aux Occidentaux», comme si le choix du libéralisme n'aurait pas d'effet dans la société. Or, il en a eu, et très banalement, aggravé les difficultés sociales pour la majorité. La redistribution très large de la rente pétrolière a laissé la place à sa confiscation par la clientèle du régime et la famille d'El Gueddafi. Les conditions étaient alors créées, qui ont donné l'explosion qu'on connaît, immédiatement mises à profit par l'Islam politique du pays et les régionalismes. La Libye n'a jamais vraiment existé comme nation. C'est une région géographique qui sépare le Maghreb et le Machrek. La frontière entre les deux passe précisément au milieu de la Libye. La Cyrénaïque est historiquement grecque et hellénistique, puis est devenue machrékine. La Tripolitaine, elle, a été latine et est devenue maghrébine. De ce fait, il y a toujours eu une base pour des

régionalismes dans le pays. On ne sait pas réellement qui sont les membres du Conseil national de transition de Benghazi. Le président du Conseil national de transition n'est autre que Moustapha Mohammed Abdeljalil, le président de la Cour d'appel de Libye, qui confirma la condamnation à mort des cinq infirmières bulgares.

Il fut récompensé et nommé ministre de la Justice en 2007, poste qu'il conserva jusqu'en février 2011. Le Premier ministre bulgare, Boikov, a refusé pour cette raison de reconnaître le CNT. Les États-Unis et les pays européens n'ont pas donné suite à l'argument. Il y a peut-être des démocrates parmi eux, mais il y a certainement des islamistes, et les pires d'entre eux, et des régionalistes.

Dès l'origine, «le mouvement» a pris en Libye la forme d'une révolte armée, faisant feu sur l'armée, et non celle d'une vague de manifestations civiles. Cette révolte armée a, par ailleurs, appelé immédiatement l'OTAN à son secours.

L'occasion était alors donnée pour une intervention militaire des puissances impérialistes. L'objectif poursuivi n'est certainement ni la «protection des civils» ni la «démocratie», mais le contrôle du pétrole et des ressources en eaux souterraines, et l'acquisition d'une base militaire majeure dans le pays. Certes, les compagnies occidentales contrôlaient déjà le pétrole libyen, depuis le ralliement d'El Gueddafi au «libéralisme». Mais avec El Gueddafi, on n'est jamais sûr de rien. Et s'il retournait sa veste et introduisait demain dans son jeu les

Chinois ou les Indiens ? Plus important que le pétrole : les ressources en eaux souterraines de la Libye. Il était question de les exploiter au bénéfice des pays du Sahel africain. Cette page est désormais tournée.

Des multinationales françaises, bien connues, auront probablement l'accès à ces ressources (c'est sans doute la raison de l'intervention précoce de la France) et voudront en faire l'exploitation «la plus rentable financièrement», probablement pour la production d'agro-carburants. El Gueddafi avait, dès 1969, exigé l'évacuation des bases britanniques et États-Uniennes mises en place au lendemain de la Seconde Guerre mondiale.

Aujourd'hui, les États-Unis ont besoin de transférer l'Africom (le commandement militaire des États-Unis pour l'Afrique, une pièce importante du dispositif du contrôle militaire de la planète, toujours localisé à Stuttgart !) en Afrique.

Or, l'Union africaine refuse de l'accepter et jusqu'à ce jour, aucun État africain n'a osé le faire. Un laquais mis en place à Tripoli (ou à Benghazi) souscrirait évidemment à toutes les exigences de Washington et de ses alliés subalternes de l'OTAN. La base constituera une menace permanente d'interventions dirigées contre l'Égypte et l'Algérie.

Le «nouveau régime» sera-t-il capable de gérer le pays ? La désintégration de la Libye sur le modèle de la Somalie est possible. S. A.



Bacheliers

L'ISECOMA PARIS assure à l'INSAG Alger la formation de
Bachelor Ingénieur Commercial

- Accès en 1ère année pour les bacheliers (Bac obligatoire)
- Accès direct en 3ème année pour les titulaires de TS (marketing, gestion, commerce international ou équivalent)

- Date limite des Inscriptions : 25 Septembre 2011

- Début des Cours : 02 Octobre 2011

INSAG/ 09, Chemin Doudou Mokhtar, Ben Aknoun, Alger

Tél: 021 91 54 49 / 021 91 52 42 - Fax: 021 91 52 54

Site Web: www.insagalgerie.com

E-mail: info@insag.edu.dz